|  |  |
| --- | --- |
| Royaume du Maroc  Laurier.png  Ministère de l’énergie, des Mines, de l’Eau et de l’Environnement  Département de l’Environnement |  |



Merci de mettre un logo avec meilleure résolution, je n’en ai pas trouvé dans mes documents

« PROJET D’ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU MAROC : VERS DES OASIS RESILIENTES »

Evaluation finale du projet

Rapport intermédiaire

Version du 18 février 2013



Didier CHIMENTO: [dchimento@geste.com](mailto:dchimento@geste.com)

SOMMAIRE

[1. Sommaire 4](#_Toc349298036)

[Description du projet 4](#_Toc349298037)

[Contexte et objectif de l'évaluation 5](#_Toc349298038)

[2. Introduction : la démarche évaluative 6](#_Toc349298039)

[2.1. But de l'évaluation 6](#_Toc349298040)

[2.2. Les questions clés abordées 7](#_Toc349298041)

[Présentation des questions évaluatives (référentiel d’évaluation) 7](#_Toc349298042)

[2.3. Méthodologie de l'évaluation 8](#_Toc349298043)

[3. Le projet et son contexte de développement 9](#_Toc349298044)

[3.1. La logique du projet, ses objectifs initiaux et son lancement 9](#_Toc349298045)

[Le PACC-Oasis, une démarche territoriale intégrée s’appuyant sur des éléments de connaissance et des actions pilotes. 9](#_Toc349298046)

[La logique d’actions du projet et sa stratégie de mise en œuvre 11](#_Toc349298047)

[3.2. Les résultats obtenus 14](#_Toc349298048)

[4. Analyse évaluative selon les déterminants 18](#_Toc349298049)

[4.1. Déterminant 1 : L'objectif du projet / produits 18](#_Toc349298050)

[4.2. Déterminant 2 : Les processus du projet 21](#_Toc349298051)

[4.3. Approfondissement transversaux du projet. 22](#_Toc349298052)

[Le Suivi et évaluation 26](#_Toc349298053)

[Coordination avec le PNUD et cohérence du projet avec le cadre d’appui. 27](#_Toc349298054)

[4.4. . Résultats par produits 29](#_Toc349298055)

[4.5. La performance financière du projet (décaissement) 38](#_Toc349298056)

[4.6. Déterminant 3 : Durabilité 45](#_Toc349298057)

[4.7. Déterminant 4 : Reproductibilité 47](#_Toc349298058)

[5. Leçons apprises 49](#_Toc349298059)

[6. recommandations 51](#_Toc349298060)

[7. Annexes 53](#_Toc349298061)

[Liste des ressources documentaires exploitées 53](#_Toc349298062)

[Liste des Abréviations 53](#_Toc349298063)

# 1. Sommaire

## Description du projet

#### L’initiative d’un programme international sur l’Adaptation aux changements climatiques

Le Projet Adaptation au changement Climatique pour des Oasis Résiliente, s’inscrit dans le cadre du Programme Africain d’Adaptation au changement Climatique (AAP).

Grâce à un financement de 92,1 millions de dollars du gouvernement du Japon, le PNUD a lancé le programme, «Appui à la mise en œuvre d’approches intégrées et globales de l’adaptation aux changements climatiques en Afrique (dénommé le Programme d'Adaptation en Afrique ou PAA) » en partenariat avec l'Organisation des Nations pour le développement de l’Industrie (ONUDI), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Le PAA appuie 20 pays à travers le continent africain à intégrer les risques du changement climatique et les possibilités dans les processus nationaux de développement pour obtenir des gains de développement dans un climat variable.

Le programme dispose de deux coordinations régionales, une coordination pour les pays francophones à Dakar au Sénégal et une coordination pour les pays anglophones à Johannesburg en Afrique du Sud.

Chaque pays inscrit dans ce programme a mis en place une coordination nationale.

#### Le Projet Adaptation au changement Climatique pour des Oasis Résiliente

Le Maroc a souscrit à ce programme par « le Projet Adaptation au niveau des zones des Oasis », vu l’extrême vulnérabilité de ces zones aux impacts du changement climatique et de la désertification. Il répond en outre, aux orientations du Plan National du Lutte contre le Réchauffement Climatique et participe à la réalisation du résultat 5 du Plan des Nations Unies pour l’assistance au développement (UNDAF) (2007-2011) et (2012-2016).

En effet, les oasis font, aujourd’hui, face au défi additionnel du changement climatique, qui risque d’apporter des contraintes plus importantes (pénurie d’eau, événements météorologiques extrêmes). Le maintien des services économiques, écologiques et sociaux fournis par l’espace oasien à ses communautés et à l’ensemble du pays (rempart contre le désert, refuge de biodiversité, régulation climatique, produits agricoles) et le développement de pratiques d’utilisation des ressources oasiennes adaptées au Changement Climatique sont d’une importance capitale.

Ce projet, dont la réalisation s’est étalée sur une période initiale 2010-2011 et prolongé à 2012 vise la réalisation des objectifs suivants :

* Gérer et réduire les risques posés par le changement climatique dans les systèmes productifs oasiens du Maroc
* L’introduction d’approches innovantes d’adaptation et le renforcement des capacités locales selon une approche territoriale.

Le projet s’appuie sur une approche intégrée et multisectorielle axée sur les dimensions régionales et locales, que ce soit en matière de renforcement des capacités institutionnelles ou en matière de démonstration des options d’adaptation.

Cette démarche est en cohérence avec les grandes orientations du Maroc en matière de décentralisation et de mise en valeur de la région. L’objectif final de ce projet est de servir d’exemple pour le lancement de projets similaires pour d’autres régions ou zones fragiles comme les zones de montagne et les zones littorales.

## Contexte et objectif de l'évaluation

Il s’agit d’une évaluation finale qui doit permettre de porter un jugement évaluatif sur la dimension de « suivi de projet » en apportant un regard distancié et analytique sur les différentes étapes qui ont constitué les étapes du PACC. La démarche évaluative, étant donné le contexte du projet doit viser à établir des éléments de mesure quant à l’atteinte des objectifs et se conduire en y associant l’ensemble des parties prenantes par des approches participatives.

L’évaluation comprend une analyse des résultats mises sous forme de capitalisation (« leçons apprises ») afin de formaliser :

* le niveau d’atteinte des objectifs produits / activités par rapport aux résultats attendus
* les leviers : facteurs de réussites et les freins par rapport aux succès du projet et de ses réalisations
* l’articulation entre les différentes échelles du projet (niveau national, local,….), l’analyse partenariale ainsi que la conduite du programme.

De plus, la capitalisation du projet doit permettre d’en retirer les conditions de réussite tant au niveau national qu’apporter des éléments d’analyse dans le cadre du travail d’évaluation et de mise en perspective au niveau international.

# 2. Introduction : la démarche évaluative

## 2.1. But de l'évaluation

#### Les résultats attendus

L’évaluation attendue doit répondre aux caractéristiques suivantes :

il s’agit d’une évaluation d’une part **quantitative** pour l’analyse financière du projet et de ses réalisations, et d’autre part **qualitative**, sur son mode de fonctionnement, ses impacts territoriaux. Il s’agira donc d’apporter des éléments de réponse sur :

les processus de mise en œuvre et les procédures d’application du projet (produits/ activités/ territoire oasisien), en tenant compte :

* des modalités de financement et de cofinancement des actions,
* des écarts entre le prévisionnel et le réalisé,
* des conditions de mise en œuvre de la convention, notamment en termes de pilotage, de comptes rendus…,
* de la clarté et de l’opérationnalité des objectifs de départ, à rapprocher des moyens mis en œuvre,
* sur l’organisation des partenariats existants avec :
  + un approfondissement sur les modalités de partenariat entre le niveau national et local
  + les impacts et la complémentarité avec d’autres actions des autres partenaires,
* sur l’impact du projet sur les publics et le territoire, avec :
  + les résultats en matière d’actions réalisées,
  + les bonnes pratiques existantes ainsi que les freins repérés par les acteurs,
  + les plus values des différentes actions,
  + l’impact sur les bénéficiaires et sur les territoires,
* sur les moyens de pérennisation des actions, en s’intéressant :
  + aux rapports et à la coordination avec les autres dispositifs régionaux ou nationaux
  + aux points à développer pour l’inscription des actions dans le temps.

Au final, l’évaluation apportera, conformément aux procédures du PNUD[[1]](#footnote-1) et dans le cadre de référence élaborée conjointement avec le MEMEE  :

* Une **analyse évaluative** sur le projet ; de sa mise en œuvre, le regard porté par les différentes parties prenantes et des bénéficiaires, il permettra de dégager les acquis, les lacunes, les atouts afin de préciser ses potentielles nouvelles orientations. Cela comprend une analyse des modes de financement et de l’utilisation des ressources.
* Une appréciation de **l’évolution** des actions conduites dans le cadre du projet par rapport aux **objectifs initiaux et stratégiques**.
* Des **recommandations pratiques** visant à capitaliser et à définir les conditions de la poursuite d’actions initiée par le PAA projet, son management par les acteurs, son fonctionnement partenarial, avec la présentation de pistes possibles d’évolutions.

## 2.2. Les questions clés abordées

### Présentation des questions évaluatives (référentiel d’évaluation)

Conformément aux cahiers des charges, en lien avec les objectifs visés par le PNUD et la MEMEE, l’évaluation se base sur quatre déterminants composés de différents objectifs d’évaluation. Pour chacun de ces déterminants correspond un ensemble de questions évaluatives qui compose le référentiel d’évaluation en lien avec les différents registres d’évaluations

##### Déterminant 1 : L'objectif du projet / produits

* **O1 : Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’utilité du projet sur le territoire**
* **O2 : Evaluer les résultats et la progression des réalisations,**

##### Déterminant 2 : Les processus du projet

* **O1 : Evaluer la conduite de projet (processus de gestion, appui technique, processus consultatifs, capacité de réajustement du projet, ….)**
* **O2 : la dynamique partenariale (processus partenariaux, articulation entre les différentes échelles, consultation et prise en compte des différentes parties prenantes)**
* **O3 : L’administration du projet (règles de fonctionnement, coordination)**
* **O4 : L’efficacité budgétaire (décaissements, analyse d’efficience, …)**
* **05 : Coordination du projet (articulation entre partenaires, pilotage projet et partenariats, …)**

##### Déterminant 3 : Durabilité du projet

* **O1 : reporting et valorisation du projet**
* **02 : Conditions de reproductibilité du projet**
* **03 : Analyse des risques / durabilité du projet (appropriation par les pays, la capacité financière, institutionnelle)**

##### Déterminant 4 : Reproductibilité

* **O1 : Identifier les problèmes et contraintes avec un impact sur la réussite de l'exécution du projet**
* **O2 : Identifier les conditions de reproductibilité du projet et les conditions de réussite**

## 2.3. Méthodologie de l'évaluation

L’approche méthodologique retenue pour la conduite de l’évaluation s’est déroulée selon les étapes suivantes:

* Une vaste revue documentaire qui a permis de rassembleret s’approprier **les différentes données et éléments de bilan** déjà existantsrelatifs au PACC (les ressources documentaires exploitées sont présentées en annexe)
* La conduite d’entretiens et de réunions collectives (cf tableau ci-desous)
  + auprès des parties prenantes et différents acteurs du projet
  + du PNUD
  + .auprès des bénéficiaires et partenaires locaux sur Erfoud, Fezna et Errachidia.
* La rédaction d’un rapport intermédiaire discuté au sein de la Coordination Nationale du Projet et des acteurs centraux.

La phase d’entretiens partenaires et de terrain a permis de tenir les temps d’échanges suivants :

|  |
| --- |
| **Réunion avec la Direction Nationale du Projet AAP au Département de l'Environnement** |
| **Réunion avec le PNUD (chargé du programmeet résidente permanente adjointe)** |
| **Réunion avec la Direction de l'Aménagement du Territoire** |
| **Réunion avec la Direction Générale des Collectivités Locales** |
| **Réunion avec la Direction Météo Nationale** |
| **Réunion avec la consultante en communication du PAAC** |
| **Réunion avec l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Tafilalet** |
| **Réunion avec la Province d'Errachidia : (service Environnement, Service Urbanisme et service PCD, protection civile)** |
| **Réunion avec l'Agence du Bassin Hydraulique Guir Ziz Gheris** |
| **Visite de terrain à Fezna : visite et échange avec les salariés des coopératives, des l’installation éclairage public** |
| **Réunion avec le Conseil Communal de Fezna** |
| **Rencontre avec les présidents de commune de Oulad Jellal** |
| **Entretien avec le Directeur de Risques et Développement (cabinet d’ études)** |

# 3. Le projet et son contexte de développement

## 3.1. La logique du projet, ses objectifs initiaux et son lancement

### Le PACC-Oasis, une démarche territoriale intégrée s’appuyant sur des éléments de connaissance et des actions pilotes.

Lors de la présentation du Programme PAA[[2]](#footnote-2) ; le cadre d’action a été défini afin de développer les **mécanismes et capacités** nécessaires pour une réduction significative et durable des risques liés au climat et aux catastrophes et de contribuer à: **l'harmonisation** des projets multi-agences, un meilleur niveau de coordination et une appropriation nationale accrue.

Selon le constat que l’adaptation aux contraintes climatiques et anthropiques, en constante évolution, nécessite des réponses globales, non sectorielles, intégrées et partagées, le Département de l’Environnement et le PNUD ont décidé d’initier une démarche globale avec plusieurs acteurs dans le cadre du Projet Adaptation au CC au niveau des Oasis (Projet AAP-Maroc).

Aussi ce projet s’est orienté, dès son lancement comme cela est présenté dans son document projet sur la mise en place de plateforme partenariale multi-acteurs basé sur les différents départements ministériels, les acteurs des territoires et la société civile et a intégré les stratégies et les programmes intéressant les espaces oasiens notamment le POS/Agence du sud et le POT/DAT, suivant une approche territoriale intégrée optant l’intégration des questions liées au changements climatique dans la planification locale.

#### Début du projet et sa durée

Ce projet, dont la réalisation s’étalait initialement sur la période 2010-2011, a bénéficié d’un prolongement jusqu’à décembre 2012 par décision du comité de pilotage global en vue de permettre aux 20 pays de réaliser des actions répondant aux résultats et la qualité inscrits dans le document du programme AAP.

Le planning de lancement du projet PACC s’est articulé sur le calendrier suivant, dont nous présentons les dates clés sur le processus de mise en œuvre et de lancement:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Lettre d’intérêt du Maroc pour le Programme Africain d’adaptation au cc  Recrutement d’un consultant international et national pour l’élaboration du document projet Adaptation dans les oasis du Maroc | | Septembre 2008 |
| Processus de formulation du projet  Réunion de restitution des travaux des consultants chargés de la préparation du document du projet | | Avril-juin 2009  24 juin 2009 |
| Réunion du Comité Consultatif du Programme Local (LPAC) | | décembre 2009 |
| L’atelier régional de lancement et du démarrage des différents projets d’adaptation au CC inscrits dans le Programme Africain d’Adaptation. | | Janvier 2010Bureau Régional à Dakar |
| **Signature du document du projet PACC\_Oasis** | | **janvier 2010** |
| **Désignation du Directeur national du projet** |  | Février 2010 ; |
| Présentation du document de projet au niveau national | | Mars 2010  Consultation des différents partenaires au niveau central (Département de l’Environnement, Département de l’Eau, DMN, IEA, DAT, Agence du Sud, Département de l’Agriculture, Département du Tourisme, HCEF, DGCL |
| Préparation du plan d’action et stratégie d’intervention  Appel d’offre pour le recrutement du Coordonnateur national du projet | | Mars 2010 |
| **Présentation initiale du Projet au niveau régional** | | **Mars 2010**  **Wilaya de Guelmim** |
| **Présentation initiale du Projet au niveau Provincial** |  | Avril 2010Province d’ Errachidia |
| **Atelier national de lancement du projet** |  | Avril 2010 |
| **Finalisation programmation physique et budgétaire du projet** | | Avril 2010 M  Mission du consultant international/Projet d’adaptation aux changements  climatiques au Maroc pour des oasis résilientes |
| **Elaboration des Draft termes de références VUL /SAP** | Avril-Mai 2010 |  |
| **Stratégie de mise en œuvre du projet adaptation** | | 12 mai 2010 |
| **Processus de sélection du Coordonnateur National du Projet** | | Avril 2010 |

A la vue de ce calendrier de réalisation, on constate que le travail d’élaboration stratégique, de présentation aux différents partenaires (nationaux, locaux) et de la mise en place d’une équipe a pris presque **une année**.

Le document de projet, a été signé en date du 04 Janvier 2010 mais la tenue de l’atelier de démarrage du projet n’a eu lieu, que trois mois après, en date du 21 Avril 2010. De plus, le recrutement du coordonnateur national n’a été effectif qu’en juillet 2010.

Si cela a conduit à un retard conséquent dans le démarrage du projet il convient de préciser que ce temps de « préfiguration » du programme, malgré un calendrier du PAA restreint, témoigne de l’attention et de la volonté du MEME et du PNUD de :

* définir un cadre d’actions stratégiques clair en travaillant en amont sur une définition des besoins (en lien avec les éléments de connaissance établis par la Stratégie Nationale des Oasis, le cadre d’appui du PNUD, ….)
* d’organiser et d’optimiser la démarche partenariale, centrale et d’une importance première dans le cadre de ce projet, ce qui a demandé de prendre le temps nécessaire pour mobiliser, aller à la rencontre des acteurs – partenaires au niveau national et local afin de garantir, au cadre du projet, son caractère territorial et de faciliter, par la suite, la mobilisation des acteurs
* de trouver, par rapport à la thématique du projet une expertise approprié, tant sur la connaissance de la question du changement climatique, que celle des périmètres d’intervention du projet et surtout avec une forte capacité à mobiliser et à construire un réel fonctionnement partenarial
* de préciser les besoins stratégiques à couvrir et d’élaborer les termes référence des études stratégiques (étude sur la vulnérabilité et l’étude sur les systèmes d’alerte) avec les institutions au niveau national (Juin 2010) et au niveau régional (juillet-Aout 2010).
* de préciser et de choisir les projets pilote d’adaptation au niveau des deux communes a nécessité l’élaboration des études de diagnostic et de faisabilité et qui a nécessité un temps de concertation avec les deux communes pilote du projet (Commune rurale d’Asrir/ Province de Guelmim et la Commune rurale de Fezna /Province d’Errachidia).

### La logique d’actions du projet et sa stratégie de mise en œuvre

Le temps de construction, de concertation, de formulation du projet s’est d’autant avéré nécessaire que le Maroc a fait le choix de construire un projet « à part entière » sur la thématique des CC pour les territoires oasiens tout en s’intégrant dans les projets / programmes existants sur ces territoires (notamment le POT et le POS).

Ce choix, qui n’est pas celui de l’ensemble des pays concernés par le PAA, a nécessité de construire un projet qui soit par essence multi-partenarial, qui puisse intervenir en complémentarité des autres actions (en évitant les phénomènes de concurrence ou de redondance entre les programmes). Dans cette perspective, la stratégie du projet s’intègre dans un cadre d’action global qui s’attache à construire des réponses globales qui dépasse une vision trop restreinte et puisse être partagées et intégrées dans la gestion et la vie quotidienne des oasis.

Pour ce faire, le pilotage du projet assuré par le Département de l’Environnement s’est basé sur un cadre composé d »une **approche territoriale intégrée** et dans une **dynamique partenariale forte.**

Suivant les objectifs du Programme Africain d’Adaptation, le projet AAP-Maroc sur les oasis a ainsi développé ses axes d’analyse sur la vulnérabilité et les risques climatiques en tant que porte d’entrée afin de mieux appréhender de l’impact du changement climatique sur les espaces oasis.

A ce titre, l’étude sur la vulnérabilité des oasis du Maroc et l’élaboration des scénarios climatiques futurs constitue le moteur principal du projet et a permis de dégager des pistes d’actions clefs devant être intégrés dans les documents de la planification territoriale, afin de mieux faire face au changement climatique.

Un autre dimensionnement de la mise en œuvre de la stratégie du projet repose sur le **processus d’adaptation** nécessaire pour le partage de la connaissance, la formation et la sensibilisation des acteurs, de la population et des groupes vulnérables au cœur de ses priorités. Le déploiement d’actions pilotes impliquant l’ensemble des acteurs a permis de créer de l’émulation autour du bien fondé et de la faisabilité des actions et de construire une dynamique territoriale autour du projet. Cette logique d’action s’est concentrée autour des « adaptations sans regret »[[3]](#footnote-3) qui permettent de réduire la vulnérabilité au changement climatique et qui gardent des avantages quelles que soient les évolutions climatiques. Les activités de renforcement des capacités d’adaptation sont souvent considérées comme des mesures « sans regret » dans la mesure où elles rendent la société moins vulnérable à un ensemble de pressions (y compris à la variabilité climatique), quel que soit le niveau effectif du changement.

Dans ce traitement des changements climatiques, les partenaires institutionnels au projet AAP ont mis l’accent sur le secteur de l’eau. Cette préoccupation a été traitée selon les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), dont les principes donnent une importance à la planification et l’adoption de mesures adaptatives en réponse aux changements climatiques.

Cette action impose la mise en place d’outils appropriés pour le développement, le renforcement des compétences des gestionnaires du secteur de l’eau, l’accroissement de la sensibilisation des usagers par l’éducation à l’environnement et la mise en place de partenariats avec les collectivités locales et les usagers de la ressource.

Le projet considère la gestion des connaissances sur le changement climatique particulièrement le volet adaptation comme vecteur de durabilité des outils développés durant ses deux années de mise en œuvre.

#### Objectif et but du projet

Le programme a été développé sous 5 produits déclinés en 8 activités.

|  |  |
| --- | --- |
| PRODUITS | ACTIVITES |
|  | Lot 0 : Gestion du projet |
| **Produit 1 : Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place** | R1.1 (Lot 1) : Evaluation de la vulnérabilité des systèmes oasiens à l'horizon 2030 et intégration de stratégies et mesures d'adaptation dans la planification territoriale |
| R 1.2 (Lot 2) : Renforcement et intégration des systèmes de veille,d'alerte fet de réponse face aux risques sanitaires et hydro-météorologiques (sécheresse et inondations) |
| R1.3 (Lot 4) : Adaptation des politiques et modes de gestion de l'eau à l'échelle de deux bassins oasiens prioritaires |
| **Produit 2 : Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés** | R2.1 (Lot 1) : Les CC sont intégrés à la planification régionale décentralisée |
| R2.2 (Lot 1) : Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques |
| **Produit 3 : Des mesures de développement adaptées sont mises en œuvre** | R3.1 (Lot 5) : Appui à la mise en œuvre d'actions intégrées d'adaptation dans deux communes oasiennes |
| **Produit 4 : Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place** | R4.1 (Lot 3° : Evaluation des coûts de l'adaptation et mise en place de mécanismes de financement |
| **Produit 5 : Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées** | R5.1 (Lot 6) Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en œuvre: Education, communication et capitalisation |

#### Les parties prenantes principales

Le projet dispose d’un ensemble de partenaires à différents niveaux :

**Les Partenaires opérationnels**, qui sont mobilisés dans la réalisation d’action et dont la sphère d’activité est directement concernée par les enjeux des changements climatiques **:**

Agences des Bassins hydrauliques, Direction de la Météorologie Nationale, Offices et Direction Régional de l’Agricultures, Office de l’Eau Potable, Université, Programmes Oasis POT et POS

**Les Départements Ministériels ou représentant de l’Etat,** chargé de mettre en œuvre des actions au bénéfice des territoires oasiens :

Direction Générale des collectivités Locales, Direction de l’Aménagement du Territoire, Maroc-Meteo, Agences de Développement, Agences de Coopération bi et multilatérale (Agence Pour la Promotion et le Développement Economique et Social des Provinces du Sud,

Enfin, le

**Les provinces et les communes**

les Provinces (Zagora, Errachidia, Guelmim, Tinghir) et les différentes communes de ces territoires.

**Le périmètre du projet**

Le projet a ciblé plusieurs actions stratégiques qui se sont réalisées sur 3 Bassins Oasiens :

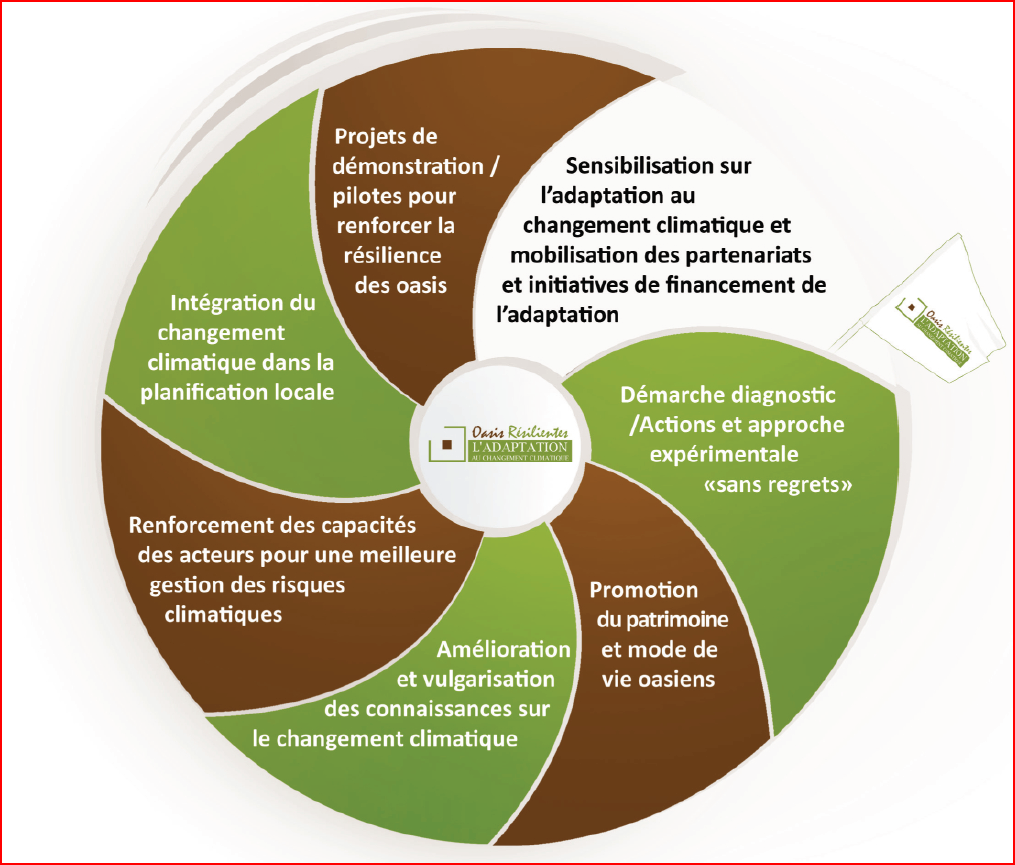
* Bassin de Guelmime-Tata
* Bassin du Draa
* Bassin du Ziz-Ghriss : Errachidia, Arfoud

Les deux Communes de Fezna et Asrir ont quant à elle été ciblées comme des territoires pour les modèles d’adaptation.

## 3.2. Les résultats obtenus

##### La dynamique des réalisations

La représentation graphique sous forme de « roue » est issue du support de communication « dynamique des réalisations », elle représente sous une forme synthétique et dynamique le cadre d’action du projet.



##### Les réalisations

Nous présenterons ici de manière synthétique les différentes réalisations du projet[[4]](#footnote-4).

##### Sur l’amélioration des connaissances

Au lancement du projet, le constat a été établi que la question des changements climatiques restait peu outillée en matière d’éléments de connaissances et cela, d’autant plus pour les espaces oasisiens qui connaissent une forte pression en raison des changements climatiques.

Le cadre du PACC a été l’occasion de réaliser des études de références qui permettent, tant au niveau des acteurs de la politique publique, des acteurs territoriaux que des habitants de mieux appréhender les enjeux en lien avec le CC.

Quatre études ciblées ont ainsi été menées dans le cadre d’un large processus participatif

* -Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE) dans les oasis axés sur des sites pilotes dans les communes rurales d’Asir (province de Guelmin) et Fezna (province d’Errachidia)
* Etude sur les projections climatiques futures dans les zones oasisiennes à l’horizon 2021/2050
* Etude sur la mise en place d’un système d’alerte et de vigilance dans les zones oasisiennes
* Etude sur la vulnérabilité et impact du CC dans la région des oasis et orientation de la planification territoriale intégrant le changement climatique.

In fine, ces études participent à la constitution des bases documentaires partagées et, à partir, desquelles des actions territoriales ont pu et pourront être conduites.

##### Sur le renforcement des capacités et la planification stratégique

Autre tenant majeur du Projet, l’accompagnement sur le renforcement des capacités (tant institutionnelles que techniques) a pour objectif de faciliter l’appropriation des enjeux et des éléments de réponse de différents acteurs (communaux, provinciaux, nationaux) afin de leur permettre de mieux intégrer les enjeux du CC climatique dans le développement territorial et la planification stratégique.

* Programme de renforcement des capacités en GIRE à destination de plusieurs communes oasisiennes
* Renforcement des capacités des acteurs locaux et intégration de la dimension climatique dans les planifications locales à travers l’actualisation de 4 PCD (plans développement communaux) : Fezna (Province Errachidia), Khemis Dades (Province de Tinghir), Irigh N(Tahal (Provicne de Tiznit), Tata (Provicne de Tata)
* Formation sur la gestion des risques climatiques
* Mise en place d’outils de planification et de gestion intégrée et adaptative au changement climatique des ressources en eau dans six Oasis du bas Drâa et Guelmin (Akka, Tata, Foum Zguid, Ifrance Atlas sghir, Taghjijt et Foum El Hins

##### Actions de démonstration / pilote

Le projet s’était fixé dans ses objectifs de participer à l’amélioration de la connaissance sur les enjeux du CC mais de coupler ces actions avec des réalisations opérationnelles qui puissent donner « à voir » le potentiel d’actions, leur intérêt aux différents acteurs.

Un ensemble d’actions a été conduit :

* **Sur la gestion intégrée de la Ressources en Eau dans les zones oasiennes** :
  + Réalisation des bilans hydriques des communes rurales oasiennes Asrir et FeznaMise en œuvre d’un projet d’assainissement sur Fezna
  + Etude de mise en place d’un modèle GIRE dans les communes pilotes (Asrir et Fezna)
  + Mise en d’ouevre de la recherche de la nappe sur Fezna en partenariat avec l’Agence de Bassin Hydraulique Guir Ziz Gheris
  + Mise en œuvre d’un projet agricole résilient dans la commune rurale de Fezna en partenariat avec l’ORMVA
  + Mise en œuvre d’un arrangement institutionnel pour la réutilisation de l’eaux usée sur la commune rurale d’Asrir en partenariat avec la Direction Régionale de l’Agriculture et de l’Agence de Bassin Hydraulique Sous Massa Drâa

* **Sur la mise en place d’un Système d’alerte et de vigilance dans les zones oasiennes :** 
  + Proposition d’amélioration du système d’alerte précoce / SAP existant dans les oasis en lien avec tous les acteurs concernés.
  + Renforcement du dispositif national de mesure et d’observation via notamment l’acquisition et l’installation de dix stations météo dans les oasis en partenariat avec la direction de la Météorologie Nationale.
  + Aménagement et construction de réservoirs et équipement de sept points d’eau pour la lutte contre les incendies de la palmeraie de la commune rurale d’Asrir.
  + Mise en œuvre d’un partenariat public / privé relatif à un éclairage publique d’efficacité énergétique dans la commune rurale de Fezna.
  + Recherche de mécanismes innovants pour le financement de l’adaptation.

**La** **communication**

Le projet s’est appuyé sur l’élaboration d’une stratégie de communication visant la promotion, la vulgarisation et l’intégration de la dimension adaptation au changement climatique dans les planifications territoriales et politiques publiques de développement.

* Mise en place d’un plan de communication articulé autour de dix-sept actions complémentaires dont :
* Identité visuelle du projet PACC-Oasis,
* Documentation visuelle du processus et activités du projet,
* Mise en place d’un module Web et d’une plate forme collaborative du projet.
* Création des sites Internet institutionnels des deux communes rurales Asri et Fezna.
* Relations média et accompagnement en communication des activités du projet.
* Production d’un film sur les pratiques d’adaptation modernes et traditionnelles.

# 4. Analyse évaluative selon les déterminants

### 4.1. Déterminant 1 : L'objectif du projet / produits

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Registres d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Constatations – Analyse** |
| **Pertinence** | * Quelle est le niveau de compatibilité des réalisations du projet avec les politiques nationales et locales ? * Quel est le mode d’organisation du projet et son exécution avec le contexte local, des réalités géographiques et contextuelles ? * Quelles sont les conditions de mises en œuvre des activités par produit du projet. ? | Le travail de préfiguration du PACC a permis de définir un projet en lien avec les démarches de développement territoriales existantes sur les Oasis. L’articulation avec entre les différents acteurs de l’aménagement du territoire, de l’Agriculture, du tourisme et de l’environnement a permis de mettre en œuvre des études utiles à l’ensemble de ces acteurs ainsi qu’aux acteurs locaux. L’articulation de certaines réalisations entre partenaires illustre l’aboutissement du cadre partenarial et de la démarche intégrée. Citons, comme les travaux de l’assainissement pour Fezna (co financée par la DGCL, le POT), le partenariat avec la DMN qui a abouti à la mise en place pérenne de stations météo, l’appropriation de l’étude sur la vulnérabilité et du système d’alerte par la protection civile  Le projet a bénéficié d’une coordination nationale efficace qui disposait d’une bonne connaissance locale. L’animation s’est avérée efficace dans sa proximité avec les acteurs de terrain. Les relais locaux au niveau des acteurs de l’environnement, du POT et du POS a permis de faire bénéficier aux actions du PACC d’une bonne intégration sur le terrain.  CF partie « réalisations » pour plus de détail. Globalement, les conditions de mise en œuvre ont été satisfaisante au regard des réalisations faites. Le fonctionnement partenarial, s’il a nécessité du temps au lancement du projet, a permis de faciliter la réalisation des activités. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Registres d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Constatations – Analyse** |
| **Efficacité** | * Quelles sont les structures et les modes d’organisations de mise en œuvre des activités dans le cadre du projet ? * Quels sont les impacts du projet quant aux enjeux liés au développement dans les oasis * Quel est le rôle du projet et l’impact des efforts de celui-ci en matière de changement dans les zones d’intervention prioritaires par thématique, dans le renforcement des capacités des différents partenaires du projet, l’impact du projet selon le genre ?      * Quels sont les effets en termes d’amélioration des conditions socio-économiques et contribution à la lutte contre la pauvreté et la sauvegarde des oasis ? | Le mode d’organisation du projet a permis de responsabiliser les partenaires et de les mobiliser sur la mise en œuvre des activités. Les réalisations se sont déroulées Le suivi des actions a permis de tenir les objectifs calendaires et financiers des activités. Le rôle de la coordination nationale, le soutien du PNUD et des acteurs clés (DAT, DGCL, les agences de l’eau, …) ainsi que l’implication des acteurs du POT, POS ont été déterminants sur la mise en œuvre. En d’autres termes, le PACC a largement bénéficié de l’existant en matière d’animation territorial.  L’approche par l’adaptation « sans regret » et par la dimension Gestion des Risques a permis de compléter les approches territoriales existantes avec la dimension en lien avec les changements climatiques. Le PACC a permis, tant au niveau des acteurs locaux que nationaux de leur faire prendre conscience (par la diffusion d’éléments de connaissances et la conduite d’actions « pilotes ») de l’interdépendance entre la gestion des risque du développement et les changements climatiques  Le PACC a permis de formaliser une approche pour l’intégration du changement climatique au niveau de la planification communale avec une application sur 4 communes dont une urbaine (CU de Tata, CR Fezna, CR Khemiss Dades, CR Tahala. Cette approche doit faire l’objet d’un guide pour aider les acteurs de la planification communale à intégrer le CC dans les PCD. et les systèmes d’alerte.  Dans le domaine de la gestion, les actions de formations et de sensibilisation a permis la construction d’un groupe d’acteurs qui ont pu s’approprier les enjeux du CC. Ainsi, pour le la gestion des données climatique, de la vulnérabilité et les systèmes d’alerte, le projet AAP a réalisé **50 journées de formation** sur la gestion des données climatiques et pour la gestion intégrée des ressources en eau GIRE, les 6 sessions avec les 3 modules (aspects gouvernance, gestion, planification et aspects technique d’économie d’eau)  ont permis de travailler avec **48 communes, 46 ONG et coopératives,19 techniciens,4 micro-entreprises gérant AEP communale.** Cet aspect couplé avec la production d’études ont largement contribué au renforcement des capacités des partenaires (capacités institutionnelles, techniques,) Pour autant, le projet a montré la nécessité de continuer l’accompagnement dans le cadre de ces démarches qui ne peuvent pas être conduites en autonomie au niveau local.  . Le PACC a participé à développer des systèmes économiques durables (en apportant et en finançant des améliorations d’utilisation des ressources hydriques par exemple) et à la sauvegarde des Oasis dont les effets sont à croiser avec d’autres programmes pour en mesurer les impacts sur les conditions socio économiques et la lutte contre la pauvreté |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Registres d’évaluation** | **Questions évaluatives** | **Constatations – Analyse** |
| **L’utilité** | * Quels sont les modes d’expression des besoins initiaux du projet ; les modes de concertation ; les éléments de connaissance initiaux ? * Quels sont les modes de communication et de participation utilisés tout au long du projet ? * Quelle capacité du projet à se réajuster ? | Le PACC, dès son document projet et de par les modalités de son pilotage, a été organisé sur un modèle fort de concertation au travers notamment du comité de pilotage et de l’ensemble des réunions de présentation / concertation au niveau local et national. Les démarches de concertation représentent une plus value pour le projet. Le PACC a contribué au travers de ces différentes études à améliorer les éléments de connaissance sur l’articulation entre le CC et les territoires oasiens.  Un plan de communication a été assuré parallèlement au projet avec une attention toute particulière à transmettre l’ensemble des informations sur le projet et ses résultats. Un investissement important a été fait dans la réalisation de plaquette d’information, de supports vidéo, de sites internet auxquelles se rajoutent les différentes réunions locales qui se sont tenues tout au long du projet. Les partenaires nationaux et locaux, notamment au niveau des communes, ont salué le processus de participation et de concertation du projet.  Plus que de réajustement, le projet a montré une réelle capacité à définir de manière précise son cadre d’actions, à organiser ses actions et le fonctionnement partenarial et à s’adapter en fonction des opportunités (comme la mise en œuvre du partenariat public privé pour l’éclairage public de Fezna) ou à prendre en compte les besoins partenariaux (exemple pour la passation du marché pour les stations météo qui a été facilité par le PACC dans la perspective du système d’alerte et d’observation du climat) |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **L’efficience et cohérence** | * Quel est le niveau d’adéquation entre les ressources du projet et les réalisations / résultats prévus * Quel impact du projet, ses réalisations sont ils en adéquation au niveau de la qualité et de la quantité. | (Cf analyse financière de l’évaluation) Les ressources du projet ont été satisfaisantes par rapport aux réalisations effectuées. Le bon niveau du cadrage du projet ainsi que la démarche progressive de mise en œuvre a conduit le programme à connaitre un retard dans sa consommation budgétaire avec un taux d’exécution relativement faible la première année qui correspondait à la mise en place du projet. Le projet n’est pas rentré dans une logique de décaissement et a su gardé, avec l’appui du PNUD, un cadre d’action cohérent avec les objectifs initiaux en faisant preuve d’une bonne capacité de gestion.  Les réalisations sont conformes avec les objectifs initiaux du programme. L’ensemble des études conduites sont jugées de bonne qualité par l’ensemble des partenaires rencontrés et répondent à l’objectif initial de mieux définir les risques liés au CC pour les territoires oasiens. Les réalisations pilotes, prévues ont été conduites en grande majorité et permettent d’introduire des approches innovantes dont pourra s’inspirer les pouvoirs publiques pour répondre aux enjeux ainsi définis. Les actions afférentes au renforcement des capacités des acteurs locaux ont également été appréciées et devraient permettre à moyen terme de développer, sur une plus grande échelle territoriale, les approches de développement intégrées. |

### 4.2. Déterminant 2 : Les processus du projet

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Etapes projet** | **Eléments à observer/ analyser** |  |
| **la préparation/ cadrage du projet** | * Mobilisation des partenaires du projet (institutionnel, décentralisés, PNUD, …)      * Analyse des besoins initiaux | Dans le cadre d’un projet territorial qui s’inscrit, en toute logique, sur plusieurs niveaux de partenariats (locaux, nationaux) avec des partenaires qui peuvent connaitre des difficultés à coordonner leurs logiques institutionnelles ou leur calendrier d’actions. Le travail conduit par la Coordination du projet, avec l’appui du PNUD et d’autres acteurs (DAT, DGCL) a permis d’atteindre une mobilisation tout à fait satisfaisante. Ce résultat s’explique par l’attention portée dès le cadrage du projet à initier un fonctionnement partenarial fort et constitutif des actions. Cela a certainement contribué à ralentir le rythme du projet dans sa phase de lancement mais a permis, par la suite, de disposer d’un fonctionnement optimisé entre les partenaires qui saluent tous la capacité de mobilisation, d’écoute du Coordinateur National. La capacité du PNUD a laissé le projet le temps de se construire malgré des impératifs calendaires forts a été également été importante et appréciée par les autres porteurs du projet.  Cette phase, à la fois sur l’analyse des besoins et des thèmes à traiter mais aussi sur le travail partenarial a été conduite de manière performante. L’expérience de l’équipe projet (Directeur National et Coordinateur) a été un facteur de réussite dans la mesure où leur expertise sur la thématique, leur connaissance des acteurs ainsi que leur capacité à mobiliser les acteurs se sont avérés déterminantes dans la conduite du projet. |
| **le déploiement de la démarche** | * Appropriation du projet par les différents partenaires * Mobilisation des ressources utiles en interne * Stratégie de financement du projet (budget prévisionnel, fonds additionnels, cofinancement) * Déclinaison de nouvelles pratiques de gestion du projet | La constitution d’un groupe d’acteurs / partenaires qui a suivi toutes les étapes du projet et ses activités représente incontestablement l’une des réussites majeures du projet. Les temps partagés de réunion de présentation, de concertation de formation facilite l’appropriation des résultats et acquis par les institutions clés. Ainsi, plusieurs partenaires ont témoigné de l’impact du programme en les conduisant à s’approprier le cadre d’une démarche globale en matière d’analyse et de compréhension des enjeux du CC et du territoire oasiens. Cette appropriation leur permet de « dépasser » le cadre de leur compétence technique pour disposer d’une vision plus intégrée des enjeux du territoire. L’intérêt suscité pour la suite des actions après le PACC en est un indicateur tout comme celui pour la constitution d’un réseau des acteurs des oasis.  Le projet dispose, en interne, de 4 personnes dont le Directeur National, le Coordinateur, une assistante et un renfort avec le chef de service du Conseil National de l’Environnement. La stratégie de mise en œuvre du projet a conduit une organisation centralisée disposant des relais locaux avec les acteurs du POT, du POS et des agences régionales de l’environnement, les deux Agences de Basins hydraulique Guir-Ziz-Gheris et Souss-Massa-Dra, l’Office de mise en Valeur Agricole de Tafilalet et les 4 provinces (Guelmim, Tata, Ouarzazate, Zagora et Tinghir. Ainsi, le projet s’est plus appuyé sur la constitution d’acteurs en relais que sur une mobilisation conséquente de ressources en interne.  (Cf sur la partie financière). Le Budget est très majoritairement constitué des fonds alloués par le Japon et gérés par le PNUD. Plusieurs actions ont fait l’objet de co financement avec différents partenaires (DGCL, POT, DMN, ….). L’action sur l’éclairage public mérite d’être soulignée par son originalité en matière de financement puisqu’il s’agit d’un partenariat public privé avec un consortium d’entreprises locales. Les PPP restent, de manière générale, des dispositifs de financement peu utilisés en raison d’une culture peu partagée entre les différents opérateurs mais aussi de difficultés règlementaires que le projet a pu dépasser.  La gestion de projet du PACC dispose d’un caractère novateur dans la mesure où la mobilisation des partenaires s’est traduite par une participation directe dans la gestion de projet, dans la co-construction des projets. Les partenaires ont souligné les qualités de transparence, de partage d’information, de concertation de la gestion du projet comme autant de facteurs de réussite dans la gestion du projet. La rigueur ainsi que l’investissement des porteurs du projet, ainsi que leur professionnalisme ont également participé à une gestion de projet rigoureuse. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Les acteurs du projet** | La coordination du projet  avec les différentes instances du projet et les partenaires au niveau nationale et local pour les différentes provinces | Les temps d’investissement de la cellule projet dans les démarches de concertation, de présentation du projet ainsi que l’investissement dans les formations tout au long du projet, au fur et à mesure des acquis ont participé à la coordination du projet et à l’investissement des acteurs nationaux et locaux. |

### 4.3. Approfondissement transversaux du projet.

Dans cette partie, une analyse plus approfondie sur les éléments clés du projet est présentée afin de compléter l’analyse par les déterminants.

##### Un programme à part entière et en complémentarité avec d’autres programmes (Pertinence et cohérence)

Le choix a été fait d’établir le projet PAAC comme un projet autonome tout en l’intégrant opérationnellement (par le pilotage, le relais sur le terrain) en complémentarité à d’autres programmes notamment le POT et le POS.

Il apparait que le PACC a réussi, à la fois, à trouver sa place sur le territoire et à bien mobiliser les différents partenaires sur son cadre d’action, les changements climatiques.

##### L’animation et la gestion du programme

Reconnue par l’ensemble des partenaires comme une réussite du projet, l’animation du programme s’est reposée sur la capacité du coordinateur, personne expérimentée dans la gestion de ce type de projet, qui connaissait auparavant une grande partie des acteurs et dispose d’une excellente connaissance des logiques institutionnelles. L’appui du Directeur national du projet (disposant lui aussi d’une excellente connaissance de la thématique et de la capacité à mobiliser un réseau d’acteurs) a également été une plus value pour le projet. Mais, aussi du chargé du projet au sein de Département de l’Environnement qui a su anticiper et suivre le projet avec une cadence inestimable.

Le projet est donc conduit, malgré réduite par une équipe efficace et avec une souplesse dans l’action. Le Directeur National a su délégué au Coordonnateur National et du chargé du projet au sein de département un ensemble de tâches et de prise de décision, avec un compte rendu généralement quotidien sur le déroulement. Dans les situations critiques des réunions de concertation sont tenues en présence de l’équipe du PNUD.

La disponibilité de la cellule de gestion du programme (ainsi que des acteurs du PNUD), la capacité à venir sur le terrain pour les temps de concertation, de présentation, de formation a largement contribué à la réussite de l’action tout

Pour autant, cela a demandé un grand investissement de la part de l’équipe projet et cela a participé à la réussite du projet.

##### Zoom sur le concept de Territoire de convergence :

Le choix du projet de réaliser des actions pilotes s’est adossé à la nécessité de trouver deux zones d’interventions en capacité d’être impliquée sur ces types d’actions.

Les Communes de Fezna et d’Asrir on été retenues.

Il nous semble, utile, dans le cadre de cette évaluation, d’analyser les logiques et les raisons de ces périmètres.

En effet, ces communes sont souvent mises en avant dans le travail de communication et ont bénéficié d’un accompagnement important. Cela se justifie par la nécessité de conduire ces actions pilotes sur des territoires disposant des pré-requis nécessaires pour l’implémentation de ce type d’action et qui permet une convergence avec les autres programmes tel que le POT, POS mais peut être perçue par d’autres acteurs comme l’expression d’un favoritisme et nécessite d’être expliquer.

Le même type de questionnement se pose d’ailleurs sur le choix des coopératives accompagnées dans le cadre du projet pour une agriculture résiliente.

**Le choix de ces territoires répond à l’identification d’éléments de réussite qu’il est utile d’analyser dans une perspective de reproductibilité.**

Fezna et Asrir sont deux communes disposant d’un fort dynamisme de leur conseil communal et d’une expérience de la gestion de projet (au travers du POS et du POT).Ces communes travaillent donc déjà dans le cadre de projet soutenus par le PNUD[[5]](#footnote-5) Les présidents de communes et les conseils communaux sont dynamiques sur les projets de développement et font preuve d’un consensus local nécessaire pour la conduite de ce type d’actions. De plus ces communes disposent d’un tissu associatif, coopératif très actif pour l’amélioration des conditions de vie sur leur territoire.

Dans le cadre des actions pilotes, ces deux communes sont également en capacité à faire la promotion des actions en recevant d’autres président de communes, en consacrant du temps à expliquer le projet, à organiser des visites sur le terrain.

Sur le choix de la Coopérative Fezna pour le Développement Agricole (choisie par le comité technique de suivi sur une liste de 12 coopératives), le rapport d’audit de la Cour des Comptes a mis en avant ces facteurs explicatifs du choix dont nous présentons, ici, une synthèse :

* Le projet agricole intégrant l’adaptation aux changements climatiques au niveau de commune rurale de Fezna, est identifié suite à une étude sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau de la Commune Rurale de Fezna menée dans le cadre du projet AAP.
* Le partenariat avec l’Office de Mise en Valeur Agricole de Tafilalet (ORMVATf), et le Programme Oasis Tafilalet (POT) est une garantie pour le choix du porteur du projet et la durabilité de l’action. En effet, l’ORMVAT a déjà mis à l’épreuve la crédibilité de la coopérative sélectionnée qui disposait des critères suivants :
* Une coopérative réceptive
* Ayant une expérience avec l’ORMVATf
* Avec des agriculteurs actifs
* Assurant un portage opérationnel du projet
* Ayant une expérience du système d’irrigation goûte à goûte sur le maraîchage et la phoeniçiculture
* Disposant d’un terrain de superficie en un seul tenant (environ 20ha). Condition pour la réussite du projet qui se veut démonter l’importance de remembrement des terres pour une meilleure gestion et productivité.

**Expliquer le cadre d’actions du projet**

Les difficultés de compréhension quant au choix d’un territoire d’implémentation montrent la nécessité d’expliquer régulièrement le cadre d’actions du PNUD et les logiques de projet. Cela est d’autant plus fort quand un territoire bénéficie de plusieurs actions portées par plusieurs projets (ce qui montre la cohérence entre les projets mais à l’inverse peut montrer, à mauvais escient, une expression de favoritisme). Il semble important que les acteurs du projet et notamment le PNUD puisse mieux faire connaitre le cadre de leurs actions qui se concentrent sur des approches innovantes et outillées sur des zones ciblées afin de montrer aux acteurs des pouvoirs publiques les réalisations possibles et le potentiel de déploiement de ces démarches.

En effet, pour certains acteurs, les attentes exprimées vis-à-vis de ce type de projet sont de réaliser des actions sur tout le territoire et attendent des déploiements de grande envergure sur ce type de projet.

##### Participation des parties prenantes et le fonctionnement partenarial

L’Agence Nationale d’Exécution du Projet est le Ministère de l’Énergie, des Mines, de l’Eau et de l’Environnement (Secrétariat d’État chargé de l’eau et de l’environnement), et été chargée de coordonner la participation des autres ministères, en particulier les ministères sectoriels en charge de l’eau, l’agriculture et des collectivités locales. La mise en œuvre a été suivie par le PNUD.

Un comité de pilotage au niveau national a été constitué, avec des principales administrations et partenaires. Au niveau décentralisé, un comité similaire a été constitué sur les différents sites du projet avec la participation des acteurs locaux (représentants les ministères, les agences, les provinces) et des représentants des différents programmes et projets déjà mis en œuvre sur le terrain (en particulier POS, POT, et CBA).

Les modalités de gestion des projets avec l’attention forte portée à la mobilisation des actions a permis le développement d'un climat de coopération entre les divers secteurs de l'administration, ainsi qu'avec la société civile.

Le résultat constaté a été la prise en responsabilité et l’implication dans le projet des différents acteurs, organisations et institutions pour des parties bien déterminées du projet. Cela a permis d’optimiser le fonctionnement partenarial autour d'une stratégie commune.

Le schéma ci-dessous, tirée de la présentation du PACC à l’atelier de clôture (2012) illustre bien le fonctionnement partenarial obtenu :



### Le Suivi et évaluation

Les outils de suivi et d’évaluation mis en place dans le cadre du projet sont les suivants :

* Un rapport trimestriel élaboré sur la base d’une revue trimestrielle permettra d’enregistrer les progrès du projet en vue de la réalisation des résultats attendus
* *Un Rapport de Suivi Annuel* sera préparé par le gestionnaire de projet et partagé avec les comités de projet et le directeur national de projet. Au minimum, ce rapport annuel devrait être constitué du format standard Atlas du rapport trimestriel de progrès, couvrant l’année entière avec un résumé des résultats atteints selon les cibles fixées.
* Revue Annuelle : sur la base du rapport annuel mentionné ci-dessus, une revue annuelle doit avoir lieu. Elle doit être menée par le Comité de Projet et les principales parties prenantes du projet doivent y participer. Elle s’attachera à évaluer les progrès du projet et sa contribution aux produits prévus, tout en assurant que cet avancement permet au projet de rester dans les résultats plus généraux de développement du CPAP.
* Un rapport de revue annuelle devra être élaboré par le/a Chef de projet et partagé avec le Comité de projet et les Comités des Résultats. Le rapport annuel devra être préparé sur la base des différents rapports trimestriels combinés et analyser la contribution annuelle du projet aux résultats attendus.

La lecture et l’exploitation des documents de suivi (notamment sur les aspects de gestion du projet) montre une très bonne maitrise des outils de suivi tant au niveau de la fréquence des documents produits que par la qualité de l’information donnée.

Reste à signaler, une complexité administrative sur le format des supports de reporting avec un double travail demandé entre le support du PNUD (plan de travail annuel, revue annuel) et les supports demandés par la coordination régionale à Dakar.

### Coordination avec le PNUD et cohérence du projet avec le cadre d’appui.

L’implication de l’équipe du PNUD a été soulignée comme un facteur « aidant » pour la conduite du projet. Au niveau des partenaires et des bénéficiaires, la présence du PNUD aux différentes réunions de concertation, de présentation ainsi que leur disponibilité a été très apprécié ainsi que leur connaissance du territoire.

**Pertinence du projet par rapport au programme de coopération du PNUD**

L’assistance du PNUD, dans le cadre de ce projet, s’inscrit dans les priorités de son programme de coopération avec le Gouvernement du Maroc et participe au renforcement des capacités des structures nationales concourant à la mise en œuvre de ces objectifs.

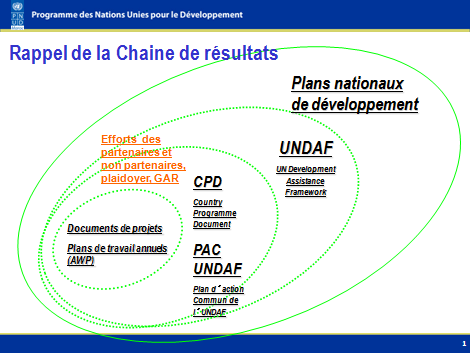
Les liens entre les objectifs du projet et ceux du cadre d’appui du PNUD (UNDAF et CPAP) sont présentés dans le tableau suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **Outcome UNDAF :** | **Les principes de la « Charte nationale de l’environnement et du développement durable » sont mis en œuvre en assurant la cohérence entre les stratégies sectorielles et les priorités en matière d’environnement, d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des risques, et en renforçant la convergence territoriale dans les zones et pour les populations les plus vulnérables, avec une attention particulière accordée au genre** |
| **Output du PAC UNDAF :** | Les capacités en matière d’élaboration et de coordination des stratégies et programmes d'atténuation et adaptation aux changements climatiques et de gestion des risques naturels et technologiques sont développées et renforcées |
| **Indicateurs d’Outputs du PAC UNDAF :** | **1-** Nb stratégies élaborées en matière d’atténuation et adaptation aux CC.  **2-** Nb d’entités\* ayant bénéficié de renforcement des capacités en matière de CC et gestion des risques |
| **Cible d’Output du PAC UNDAF :** | Cible1:3 (gouvernance, développement à faible carbone, adaptation au CC dans les zones prioritaires)  Cible2:100 |
| **Résultat de la cible d’output du PACUNDAF :** | Cible1: 1 (adaptation au CC dans les zones des oasis)  Cible2:100 ( 23 institutions + 12 Communes ) |

On retrouve ainsi une cohérence entre les produits du PACC et les cibles du cadre d’appui du PNUD

|  |  |
| --- | --- |
| **OUTCOME UNDAF/CPAP** | **Produit PACC** |
| Lutte contre les vulnérabilités | **Produit 3: Des mesures de développement adaptées sont mises en œuvre**  **Produit 4: Mécanismes de financement** |
| **Outcome 4: Consolidation de la gouvernance démocratique sensible au genre** | **Produit 2: Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés** |
| **Outcome 5:**  **Environnement et développement durable** | **Produit 1:Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face au risque climatique sont mis en place**  **Produit 5:Gestion des connaissances** |

Le PACC participe donc à la chaine des résultats définis par le PNUD.



Pour autant, si la cohérence pour le projet apparait clairement, l’enjeu à venir porte sur l’impact de ce projet en matière d’évolution et de changement de la politique publique au Maroc (cf partie reproductibilité)

### 4.4. . Résultats par produits

Nous avons décliné les grandes caractéristiques du programme et l’évolution entre 2010 et 2012 par produit et par activité en mentionnant :

- les actions prévues

- les actions réalisées

- les indicateurs retenus

Les tableaux suivants permettent de préciser l’ensemble des actions avec la progression du projet au fil des ans (comparaison entre les plans de travail annuel et la reddition présentée lors des revues annuelles).

#### • La réalisation de produits

Un taux de réalisation globale de **51 %** déclinée par produit dans le tableau ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **% de réalisation** |
| Produit 1 : Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place | **40%** |
| Produit 2 : Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés | **70%** |
| Produit 3 : Des mesures de développement adaptées sont mises en œuvre | **60%** |
| Produit 4 : Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place | **50%** |
| Produit 5 : Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées | **63%** |

Puis par activité dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Taux de réalisation | Réalisations |
| **R1.1 (Lot 1) : Évaluation de la vulnérabilité des systèmes oasiens à l'horizon 2030 et intégration de stratégies et mesures d'adaptation dans la planification territoriale** | **75%** |  |
| A.1.1.1 Évaluation des vulnérabilités, des risques et impacts climatiques dans les espaces oasiens en situation actuelle et aux horizons 2030 et 2050 | Réalisé | Validation de l’analyse de la vulnérabilité des oasis vis à vis du CC et appui à la planification territoriale |
| A.1.1.2 Évaluation prospective des vulnérabilités et risques climatiques à l'horizon 2030 et 2050 | Réalisé | Diffusion des scénarios climatiques future et intégration dans les analyses et les planifications ( |
| A.1.1.3 Définition et élaboration de stratégies et plans d’actions d’adaptation au niveau territoriale | Réalisé | référentiel validé : en stade d’édition et traduction |
| A.1.1.4 Formation et accompagnement des décideurs et acteurs locaux | A faire |  |
| **R 1.2 (Lot 2) : Renforcement et intégration des systèmes de veille d'alerte fet de réponse face aux risques sanitaires et hydro-météorologiques (sécheresse et inondations)** | **43%** |  |
| 1.2.1.Étude de renforcement des infrastructures d'observation, de surveillance et de vigilance climatique | A faire |  |
| 1.2.2 Étude de faisabilité d'un système de veille et d'alerte sanitaire (animal, végétal et humaine) | Réalisé | Validation de l'analyse du SAP élaboré |
| 1.2.3 Étude de faisabilité de systèmes de prévision, de veille et d'alerte aux risques hydro-météorologiques (sécheresse/inondation) | A faire |  |
| 1.2.4 Acquisition et installation des stations et radars météorologiques | Réalisé | Acquisition de 10 stations climatiques |
| 1.2.5 Mise en place système de veille sanitaire | A faire |  |
| 1.2.6 Mise en place des systèmes de veille et d'alerte précoce aux risques hydrologiques | Réalisé | Analyse géospatiale des risques |
| 1. 2.7 Accompagnement et renforcement des capacités des acteurs locaux | A faire | après mission diagnostic |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **R1.3 (Lot 4) : Adaptation des politiques et modes de gestion de l'eau à l'échelle de deux bassins oasiens prioritaires** | **0%** |  |
| - 1.3.1 Définition d'un système d'aide à la décision en matière de planification des ressources en eau et d'analyse des impacts du CC | A faire |  |
| - 1.3.2 Analyse intégrée des impacts du CC sur les ressources en eau et les usages à l'horizon 2030 | A faire |  |
| - 1.3.3 Définition de stratégies et de plans d'adaptation de la gestion de l'eau | A faire |  |
| - 1.3.4. Établissement de 2 Contrats de nappe résilients aux effets du CC | A faire |  |
| **R2.1 (Lot 1) : Les CC sont intégrés à la planification régionale décentralisée** | **0%** |  |
| - 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux | A faire |  |
| - 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées | A faire |  |
| **R2.2 (Lot 1) : Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques** | **50%** |  |
| 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes | EC | 4 ateliers réalisés sur 6 prévu |
| '- 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de Développement | Réalisé | PCD élaborés |
| - 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l’adaptation aux changements climatiques | A faire |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **R3.1 (Lot 5) : Appui à la mise en œuvre d'actions intégrées d'adaptation dans deux communes oasiennes** | **60%** |  |
| 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les mal adaptations | Réalisé |  |
| 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes | A faire |  |
| 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement) | Réalisé | Projet équipement 20ha , 100% réalisé |
| 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau | Réalisé | Élaboration du rapport provisoire sur la gestion intégrée des ressources en eau au niveau de la commune rurale d’Asrir (cercle de Guelmim, Province de Guelmim. |
| 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau. | A faire |  |
| **R4.1 (Lot 3° : Évaluation des coûts de l'adaptation et mise en place de mécanismes de financement** | **50%** |  |
| 4.1.1 Étude de faisabilité d'un régime d'assurance agricole basée sur les indices de sécheresse | Réalisé | Fonds supplémentaires mobilisés au profit des projets d'adaptation au niveau des projets émanés des PCD |
| - 4.1.2 Évaluation des coûts de l'adaptation dans le secteur de l'eau et identification d'instruments de financement à court, moyen et long terme | Réalisé | version provisoire disponible |
| - 4.1.3 Renforcement du dispositif de lutte contre les effets des inondations, incendie et la sécheresse dans les régions oasiennes | A faire |  |
| - 4.1.4 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux | A faire |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **R5.1 (Lot 6) Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en œuvre: Education, communication et capitalisation** | **63%** |  |
| Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb | A faire |  |
| - Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur réplication dans d'autres territoires du Maroc | A faire |  |
| - Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de réplication à d'autres territoires du Maroc | Réalisé | Formation sur le Teamworks réalisée |
| - Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes | Réalisé | 7 documentaires (audiovisuel) |
| - Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce | Réalisé | Site Web du AAP www.oasisadaptation.com |
| - Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet | A faire |  |
| - Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude | Réalisé | Participation du AAP à l’atelier de Gestion des connaissances Participation à la conférence de capitalisation des résultats à Dakar |
| - Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis. | Réalisé | Projet Master réalisé, FST Errachidia |

### 4.5. La performance financière du projet (décaissement)

##### Le bilan physico financier

Le bilan physico financier permet de recueillir des informations sur la façon dont les actions sont concrètement mises en œuvre en lien avec les objectifs et le cadre définis par les dispositifs. Ce type de bilan permet une lecture claire globale par produits et activités du programme.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Source (en USD) | PDT | CDR | PDT | CDR | PDT | CDR |  |  |  |
|  |  | **Budget 2010** | **Dépenses 2010** | **Budget 2011** | **Dépenses 2011** | **Budget 2012** | **Dépenses 2012** | **Total Budget** | **Total Dépenses** |
| **Produits** | **Activités** | **1 755 000** | **201 258** | **2 773 742** | **1 420 732** | **1 503 970\***  dont 1 350 10, 00 DU AAP | **1 336 548** | **2 975 000,00** | **2 958 537** |
|  | Lot 0 : Gestion du projet | 315 000 | 86 709 | 197 142 | 110 993 | 90 758 | 112 347 | **602 900** | **310 049** |
| Produit 1 : Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place | R1.1 (Lot 1) : Évaluation de la vulnérabilité des systèmes oasiens à l'horizon 2030 et intégration de stratégies et mesures d'adaptation dans la planification territoriale | 620 000 | 80 911 | 854 500 | 658 427 | 470 103 | 228 065 | **1 944 603** | **967 403** |
| R 1.2 (Lot 2) : Renforcement et intégration des systèmes de veille, d’alerte et de réponse face aux risques sanitaires et hydro-météorologiques (sécheresse et inondations) |
| R1.3 (Lot 4) : Adaptation des politiques et modes de gestion de l'eau à l'échelle de deux bassins oasiens prioritaires |
| Produit 2 : Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés | R2.1 (Lot 1) : Les CC sont intégrés à la planification régionale décentralisée | 165 000 | 11 394 | 174 000 | 101 745 | 122 517 | 166 571 | **461 517** | **279 711** |
| R2.2 (Lot 1) : Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques |
| Produit 3 : Des mesures de développement adaptées sont mises en œuvre | R3.1 (Lot 5) : Appui à la mise en œuvre d'actions intégrées d'adaptation dans deux communes oasiennes | 180 000 | 20 576 | 1 180 500 | 387 160 | 272 361 | 331 995 | **1 632 861** | **739 731** |
| Produit 4 : Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place | R4.1 (Lot 3° : Évaluation des coûts de l'adaptation et mise en place de mécanismes de financement | 135 000 |  | 12 800 | 16 538 | 332 679 | 249 913 | **480 479** | **266 452** |
| Produit 5 : Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées | R5.1 (Lot 6) Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en œuvre: Education, communication et capitalisation | 340 000 | 1 668 | 354 800 | 145 868 | 214 552 | 247 656 | **909 352** | **395 192** |

\* Pour l’année 2012, le budget total planifié est de **1 503 970, dont**

|  |  |
| --- | --- |
| Budget fond JPN | 1 353 010 |
| De la Commune Rurale de FEZNA (SA CONTRIBUTION DANS LE PROJET ECALIRAGE SOLAIRE | 80 960 |
| DU PNUD | 20 000 |
| DU DDC/FINLAND pour la capiltalisation des bonnes pratiques et participation à Rio+20 | 50 000 |
|  |  |
| DONC CE QUI PLANIFIE EN 2012 EST | 1 503 970 |

Par rapport au fond japonais

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **L'année 2010** | **L'année 2011** | **L'année 2012** | **Reliquat** |
| **BUDGET PLANIFIE** | **CE QUI EST PLANIFIE EST 1 755 000 SUR LES 2 975 000 DISPONIBLE** | **2975000 $- 201257,54= 2 773 742** | **2 773 742 $- 1 420 731,74 =1 353 010,26** | **98 598,72\*** |
| **DEPENSES** | **201257,54** | **1 420 731,74** | **1 254 412,00** |  |
|  | **11,50%** | 51% | 92% |  |

**NB**\* Malgré ce reliquat, le projet reste déficitaire pour la finalisation de certaines actions primordiale pour la durabilité et la mobilisation des fonds et des partenariats sur lesquelles le projet s’est déjà engagé.

D’après le Direction du Projet une requête a été faite au deuxième trimestre 2012, pour avoir un fond supplémentaire.

Les graphiques ci-dessus montrent l’évolution et la nette progression du taux d’exécution sur les 3 années du projet ainsi que l’écart entre les dépenses prévues et réalisées.

Durant l’exercice 2010, le taux d’exécution du budget arrêté au début de la période est très faible. Malgré qu’une nette amélioration a été constatée durant 2011 et 2012, le retard cumulé n’a pas pu être rattrapé (51%).

L’investissement initial en 2010 dans la construction du projet, les phases de concertation explique cette faiblesse d’exécution. Pour autant, la quasi-totalité des projets ont été conduits et l’on constate que la Direction du Projet n’est pas rentrée dans une « logique de décaissement » exagérée et a fait le choix de préserver la cohérence et la programmation des actions.

#### • La gestion financière

**Synthèse  des constats**

**50 % des dépenses ont été allouées à deux produits** :

Produit 1 : « Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place » :

33% des dépenses - 967 403 USD – représentant 27% du budget total

Produit 3 : « Des mesures de développement adaptées sont mises en œuvre »

25% des dépenses - 739 731 USD – représentant 10% du budget total

**Comparaison % des produits / total entre le budget et le réalisé**

Les parts relatives des montants alloués au budget alloué les dépenses réalisées sont cohérentes pour chaque produit.

**Dépenses engagées / budget restant**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Total Budget | Total Dépenses | Écart |
| **2 975 000,00** | **2 876 401,28** | **98 598,72** |

##### Le co financement

Le Projet a été financé par plusieurs contributions à la fois marocaines et étrangères. Ces contributions sont soit en participations financières directes, versées dans le compte commun PNUD du projet, soit en participation en nature, le contributeur fonctionnant alors sur son propre budget.

|  |  |
| --- | --- |
| Fonds marocains | Bailleurs de fonds étrangers |
| * Direction de l’Aménagement de Territoire (DAT) via le Programme oasis Tafilalet POT (50% pour le projet modèle d’assainissement et de réutilisation des eaux usées au niveau de la commune rurale de Fezna, qui sera réalisé par cette commune en 2013) * La Direction Générale des Collectivités Locales (50% restante pour le lot 1 du projet ci dessus en partenariat avec la DAT. * Commune Rurale de Fezna pour le PPP éclairage solaire (2011-2012). * La Direction du Bassin Hydraulique du Guir –Ziz Ghéris, qui mis en place des ouvrages de la recharge de la nappe de Fezna, sur la base de l’étude technique du AAP. | Japan  PNUD  DDC/FIN |

**En synthèse** :

Le programme a été financé principalement par le Japon.

Après reconduction d’une année supplémentaire en 2012, la commune rurale de Fezna, le PNUD et le DDC/FIN ont contribué au financement des activités mis en œuvre pour cette année.

### 4.6. Déterminant 3 : Durabilité

La Durabilité concerne les conditions de pérennité des acquis du projet, elle doit être mise en perspective avec la réalisation des actions et les différents risques inhérents au contexte de développement territorial et aux projets multi-partenariaux.

##### Sur la mise en œuvre du projet et les outils de gestion.

Les impacts du PACC a permis la constitution d’un réseau d’acteurs autour d’une vision partagée sur les enjeux du CC et la mise en œuvre de mesures d’adaptation pour les territoires oasisiens. Ce réseau dispose, désormais, d’une meilleure connaissance et capacité de coordination inter- institutionnelle, d’une plus grande capacité de mobilisation de financement pour les modèles d’adaptation et à renforcer le plaidoyer en faveur de la prise en compte des enjeux oasiens.

Cela s’est traduit, sur des capitalisations d’actions et l’élaboration de programmes d’actions faisant suite au PACC (comme l’assainissement à Fezna) et sur l’expérimentation de l’intégration des enjeux du CC dans 4 PCD qui va aboutir à la diffusion d’un guide méthodologique pour les autres communes.

La pérennisation de ces impacts devra s’appuyer sur la continuité de l’animation du réseau des acteurs des Oasis et sur un accompagnement, à préciser, des acteurs locaux dans leur capacité à s’approprier le plaidoyer et à mobiliser des fonds.

##### Sur le renforcement des capacités et le leadership institutionnel

La réalisation des études de référence sur la question des impacts des CC sur le territoire oasiens a permis le renforcement et la mise en place d’un support technique pour la réalisation de modèles d’adaptation dans le domaine de l’eau et de l’énergie.

Ainsi, la DMN a pérennisé son action sur la modélisation des changements climatiques et continue à faire évoluer ses capacités d’analyse (en réduisant à 10 Kms par exemple, sa capacité à modéliser les impacts et à repérer les changements). La DGCL participe avec les agences de l’eau locale à la prise en compte de modèle d’adaptation en participation à la mise en place d’un support technique et institutionnel (en lien avec ses nouvelles directives en matière de gestion de l’eau et de l’assainissement, à titre d’exemple citons la publication d’un décret sur le déploiement attendu du traitement tertiaire des eaux usées).

Un groupe d’élus ont déclaré leur intérêt et attente sur la constitution et la mise en œuvre d’un Réseau Développement des Oasis pour être un outil d’influence du niveau politique et décisionnel et faire le plaidoyer pour le développement durable des zones oasiennes.

##### Sur l’amélioration des connaissances, les processus de décision et d’apprentissage

Les études produites par le PACC font référence et permettent de partager les éléments de connaissance avec l’ensemble des partenaires. Ainsi, Les collectivités locales des oasis disposent d’une analyse et des scénarios climatiques futurs sur le climat. Ce qui constitue une référence pour leur planification locale.

La prise en compte du CC dans les prises de décisions est maintenant adossée à des éléments de connaissance partagées et validées. Cela doit favoriser une meilleure intégration et cohérence dans le portage politique, institutionnel. L’opérationnalité des projets d’adaptation a également été démontrée avec des impacts sur la continuité des actions déjà présents comme le développement de l’éclairage publique solaire dans les communes voisines de Fezna (mise en place de plusieurs « spots » en test et montage de partenariat public privé), l’augmentation du prix du foncier sur les terres agricoles de Fezna qui montre l’intérêt d’autres coopératives à développer des projets d’agriculture résilientes, la mise en place par l’ORMVAT d’un soutien financier conséquent pour l’installation de jeunes agriculteurs.

##### Sur la continuité des actions basées sur les faits

Le portage institutionnel est stabilisé avec la DMN pour le fonctionnement des 10 stations qui sont intégrées dans le réseau national avec la prise en charge de la maintenance, de l’entretien et de l’étalonnage des stations.

Le système d’alerte dispose d’un relais avec les agences de bassins qui prennent en charge la mise en place des équipements et la gestion des systèmes d’alertes proposées dans le cadre du PACC.

### 4.7. Déterminant 4 : Reproductibilité

La reproductibilité ainsi que les enjeux de déploiements représentent un enjeu majeur qui déterminera les impacts réels du projet à moyen terme.

La capitalisation du PACC doit permettre de préciser les conditions de réussite quant à ce déploiement.

##### Sur la prise de conscience des enjeux liés aux changements climatiques pour les Oasis.

L’une des réussites majeures du programme est d’avoir réussi à constituer un groupe d’acteurs qui ont intégrés les enjeux du CC tant au niveau des éléments de connaissances que sur les adaptations possibles.

Si cet objectif de mobilisation est atteint au niveau de la connaissance, l’enjeu est désormais de multiplier les actions d’adaptation en s’appuyant sur les modèles proposés par le PACC. Ce déploiement, sur une plus grande échelle que les territoires « pilotes » nécessite plusieurs facteurs :

* un portage institutionnel et politique afin de construire un cadre de référence plus large et définir les objectifs de déploiement
* le renforcement de la capacité à mobiliser des financements qui devront être conséquents par rapport aux enjeux de territoires
* un soutien effectif apporté au niveau international par la prise de conscience sur la problématique de l’adaptation au CC dans les oasis

##### Sur la mise en œuvre des actions locales

Au niveau local, le rôle des présidents de communes et des conseils communaux sont de premier ordre dans la mise en place d’actions d’adaptation. Les conditions de réussite s’articulent autour de :

* la capacité à préserver une logique d’adaptation dite sans regret et basé sur les constats de vulnérabilité
* La nécessité, à construire, localement des consensus autour des enjeux du CC qui puissent dépasser les tensions politiques locales
* La nécessité à accompagner les acteurs locaux dans la mobilisation des fonds et dans leur capacité à construire de la concertation avec les habitants et les représentants de la société civile

##### Sur le fonctionnement partenarial

L’un des enseignements du PACC pose la coopération inter institutionnelle et partenariale comme une condition nécessaire de réussite. Pour cela, il reste nécessaire

* de construire les espaces de concertation pertinents qui soient en dehors des logiques institutionnelles,
* de disposer d’une capacité d’animation « indépendante » des logiques institutionnelles et qui puissent dépasser le jeu d’acteurs
* D’asseoir une démarche systémique afin permettre aux acteurs de disposer d’une approche globale des enjeux du CC qui dépassent leur cadre de référence technique tout en mettant en lumière les impacts de leur contribution.

# 5. Leçons apprises

Le PACC propose un corpus d’enseignement à capitaliser tant sur l’animation et la gestion du projet que sur les impacts du projet sur le cadre des politique publiques.

##### La gestion de projet et la stratégie de mise en œuvre.

Les enseignements du PACC montrent l’importance de :

* Travailler en amont du projet dans sa phase de configuration à une concertation effective avec les différentes institutions et partenaires du projet. L’ensemble des partenaires rencontrés ont salué cette capacité de co-construction du projet
* Conduire le projet en apportant une attention toute particulière au partage d’information, à la transparence de la communication ainsi qu’à la lisibilité des documents et productions réalisées
* Construire une stratégie qui s’intègre et soit complémentaire des différents projets et programmes existants, de garantir la cohérence du cadre d’actions et d’éviter les situations de concurrences ou de redondances entre les programmes
* L’assistance technique et politique du PNUD qui permet de disposer d’un soutien de proximité tout au long du projet

##### Optimiser les relations avec les partenaires

L’importance de construire des partenariats effectifs doit encore être soulignée et demande :

* De disposer du temps pour l’ingénierie partenariale
* Plus que de partager l’information, il est nécessaire de construire des processus de communication avec les partenaires en leur reconnaissant un droit à influer le projet dans sa conception ou son suivi afin de s’assurer de l’appropriation du projet
* De partager les enjeux stratégiques du projet et de s’assurer de leur adhésion avant que d’aller plus loin.

La construction de partenariat effectif demande du temps et un réel savoir-faire en matière de concertation, de communication, d’argumentation. C’est souvent un temps sous estimé dans le processus du projet et qui reste peu « visible » pour les bailleurs. Le PACC illustre à quel point cette dimension est primordiale, demande du temps lors du cadrage mais permet de gagner ensuite sur la conduite des actions du projet.

##### La gestion des connaissances comme moteur de l’action et fondement des politiques

Le PACC a construit un cadre de connaissance de référence qu’il a partagé avec ses partenaires. Cette démarche structurée a permis de renforcer le processus de décision et de construire un cadre de référence partagée.

* La gestion des connaissances quand elle est partagée constitue un facteur de réussite des actions mais demande de disposer de processus élaboré en matière de communication, de gestion de l’information
* Les plates formes collaboratives sont relativement complexes à mettre en place et demande un temps d’apprentissage conséquent chez les partenaires. En aucun cas, elles ne peuvent remplacer les animations physiques.
* Les éléments de connaissance doivent rapidement mis en perspectives avec des actions opérationnelles afin de lancer la dynamique nécessaire

L’activité de partage autour des éléments de connaissance et des acquis du projet représente un facteur clé de réussite sur la mobilisation des partenaires.

# 6. recommandations

Afin de préserver et de développer les acquis du PACC, nous présentons ici quelques recommandations présentées sous de grands items.

##### La gestion de l’information et la capitalisation des éléments de connaissance

Le PACC a produit plusieurs études de références. Le risque, à moyen terme, est de perdre ces acquis, de ne pas les actualiser et que d’autres acteurs soient conduits à refaire ce type d’actions.

La mise en place d’une vraie base de connaissance favorisant le partage des études au niveau de différentes institutions permettraient de garantir une pérennité à ces études.

Néanmoins, force est de constater que la déperdition des informations est fréquente (que ce soit au niveau institutionnelles mais aussi dans le domaine de la recherche universitaire), les outils internet permettent de disposer de plate forme de gestions des données performantes mais demandent également de disposer de fréquentes actualisations.

Ce travail de capitalisation peut être porté par le renforcement des Observatoires Régionaux de l’Environnement et de Développement Durable qui peuvent assurés le travail de collecte, de diffusion et de gestion de l’information.

##### Création du réseau des oasis

Actuellement en cours d’élaboration, la transition des actions du PACC (mais également celle du POT et du POS) peut être faite au travers de la création d’un réseau des acteurs des Oasis.

Ce réseau, à la fois, constituer des élus et des partenaires institutionnels permettrait de centraliser les actions conduites au bénéfice des Oasis, de porter le plaidoyer et de constituer un groupe en charge de soutenir les démarches en lien avec le CC (comme par exemple, la révision des PCD au regard du CC), d’animer les relations inter institutionnelles dans la perspective partenariale.

##### Continuer le renforcement des capacités et préserver des accompagnements ad’hoc

Au niveau local, la demande reste forte de proposer continuité dans l’accompagnement des acteurs locaux et communaux quant à la mobilisation des fonds, de la capacité à porter le plaidoyer en faveur des territoires oasiens.

La complexité de la mobilisation des fonds, la nécessité de disposer de compétences techniques et d’une bonne connaissance institutionnelle sont autant de difficultés qui ne permettent pas aux acteurs locaux de construire des actions d’adaptation sans accompagnement.

##### Continuer une animation inter institutionnelle sur les CC

L’une des réussites du PACC repose sur la mobilisation interinstitutionnelle. Il semble tout à fait utile de préserver cette dynamique entre les acteurs et de mettre en place un dispositif d’animation qui permet aux acteurs de continuer à partager sur les enjeux du CC et à co-construire des actions.

Le portage de cette animation reste à définir (dans le cadre du réseau des oasis, par l’Agence nationale pour le développement des zones oasiennes,…). Il apparait assez clairement que cette animation doit être assurée par un acteur « indépendant » des logiques institutionnelles, disposant d’une reconnaissance sur le développement.

##### Repérer de nouveaux territoires pour un déploiement progressif

Le PACC a conduit des actions d’adaptation sur une zone d’intervention restreinte selon une logique d’actions vers des « territoires de convergence ». Cela correspond à ces objectifs initiaux et à sa philosophie d’actions. Pour autant, la question du déploiement représente un enjeu fort en matière de politique publique.

La généralisation des modèles d’adaptation du PACC ne semble pas être réaliste sans progressivité. Il semble important, dans le cadre d’un déploiement, de disposer d’un premier travail d’analyse territorial afin de repérer les territoires qui peuvent disposer des pré-requis nécessaires pour co-construire des démarches d’adaptation (stabilité politique, capacité de concertation, compétences en gestion de projet, ….).

# 7. Annexes

### Liste des ressources documentaires exploitées

* Support de présentation du projet PAA (Rabat, 2010)
* Support des ateliers de présentation
* Document Projet
* Plans de travail et revues annuelles 2010, 2011,2012
* CDR 2010, 2011,2012
* Rapport d’audit de la Cour des Comptes (2012)
* Support de présentation pour l’atelier de Clôture
* Plan de Communication du projet
* Synthèses des différentes études (vulnérabilité, systèmes d’alertes, …)
* Plaquette de Communication du PACC
* Fiches sur les projets
* UNDAF
* CPAP
* Plaquette « dynamique des réalisations »
* Projet de guide pour l’intégration du CC dans les PCD
* Compte rendu des entretiens réalisés par les consultants dans le cadre des études
* Rapport de mission sur « l’évaluation de la vulnérabilité et intégration des stratégies et mesures d’adaptation dans la planification territoriale » et « le renforcement et intégration des systèmes de veille, d'alerte et de réponses face aux risques sanitaires et hydrométéorologiques (sécheresse et inondation) »
* Rapport de mission à Errachidia dans le cadre du projet d’Adaptation aux Changements Climatiques au Maroc pour des Oasis Résilientes
* Stratégie de mise en œuvre pour l’Adaptation aux changements climatiques au Maroc: pour des Oasis résilientes
* Support vidéo «  Sur le projet d’éclairage public
* Support vidée sur les pratiques d’adaptation modernes et traditionnelles.

### Liste des Abréviations

AAP Programme d’Adaptation pour l’Afrique

ABH Agences de Bassins Hydrauliques

ALM Mécanisme d’Apprentissage sur l’Adaptation

AWP Plan de Travail Annuel

BM Banque Mondiale

CBA Programme d’Adaptation à base Communautaire

CC Changements Climatiques

CCNUCC Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CDR Combined Delivery Reports

CPAP Plan d’Action du Programme de Pays

DMN Direction de la Météorologie Nationale

FACE Fund Authorization and Certificate of Expenditures ou Autorisation de Fonds et de Certificat de Dépenses

FEM Fond pour l'Environnement Mondial

FIDA Fonds International de Développement Agricole

FR Financial Report

GIRE Gestion Intégrée de la Ressource en Eau

GNUD ou UNDG Groupe des Nations Unies pour le Développement

IFF Facilité de Financement International

INRA Institut National de la Recherche Agronomique

MCA Millenium Challenge Acount

MEM Ministère de l’Énergie, des Mines, de l’Eau et de l’Environnement

MPAM Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche Maritime

OIG Organisations Intergouvernementales

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG Organisations Non Gouvernementales

PDAIRE Plan Directeur d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau

POS & POT Programme Oasis du Sud & Programme Oasis du Tafilalet

RRF Cadre des Résultats et des Ressources

SAU Superficie Agricole Utile

SNU Système des Nations Unies

UNDAF United Nations Development Assistance Framework ou Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

UNDP United Nations Development Programm

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 1 : Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place** | | | | | |
| Lot 0 : Gestion du projet | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| R0.1 Mise en place des structures de mise en œuvre R 0.2 Planification et lancement du projet R 0.3 Coordination et exécution du projet | Équipement de l’UGP Coordination des activités Gestion administrative |  |  |  |  |
| R1.1 (Lot 1) : Évaluation de la vulnérabilité des systèmes oasiens à l'horizon 2030 et intégration de stratégies et mesures d'adaptation dans la planification territoriale | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| A.1.1.1 Évaluation des vulnérabilités, des risques et impacts climatiques dans les espaces oasiens en situation actuelle et aux horizons 2030 et 2050 A.1.1.2 Évaluation prospective des vulnérabilités et risques climatiques à l'horizon 2030 et 2050  A.1.1.3 Définition et élaboration de stratégies et plans d’actions d’adaptation au niveau territoriale A.1.1.4 Formation et accompagnement des décideurs et acteurs locaux | - Séries de rencontres avec les départements ministériels : présentation du projet, principaux axes d’intervention, recueille des attentes, - Préparation des termes de références, - 3 Ateliers de validation des Tdrs avec le comité national et régional (régions des deux Agences de bassins hydrauliques couvrant les espaces oasiens concernés). - Lancement et évaluation des appels à manifestation d’intérêt, - Lancement et évaluation des appels d’offres, - Préparation et passation du marché N° 2 VUL /DEPP/ PACC OASIS/2010 - Ordre de service fourni au BET. - Réunion du lancement avec le comité technique de pilotage réalisée le 15 novembre 2010, - Appuie au BET pour l’acquisition des données SIG disponibles au niveau du SEEE (Observatoire national) et au niveau de la DAT. - Fourniture de la documentation disponible au niveau de PACC\_Oasis. - Vérification de la note méthodologique avec le BET et révision du planning d’intervention, - Préparation d’une base de données sur les institutions concernées, - Préparation des missions de terrain programmées en janvier-février. | 1.1.1: Existence de modèles climatiques pour la zone oasienne  1.1.3: Mise en place d'un référentiel pour l'intégration de l'adaptation au CC dans les plans territoriaux | 1.1.1: 3 Ateliers provinciaux (Fev.) Diagnostics réalisés Projections climatiques réalisées (DMN), en phase d’Intégration des données dans le modèle en cours Deux cadres formés (DMN, ABH GZR)  1.1.3: Termes de références élaborés | 1.1.1: 2 modèles climatiques  1.1.3: un référentiel PCD diffusé | 1.1.1:'-Validation de l’analyse de la vulnérabilité des oasis vis à vis du CC et appui à la planification territoriale  -Diffusion des scénarios climatiques future et intégration dans les analyses et les planifications (PCD et Schéma Aménagement et de Gestion Intégrée des Ressources en eau SAGIE),  1.1.3: référentiel validé :en stade d’édition et traduction |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| R 1.2 (Lot 2) : Renforcement et intégration des systèmes de veille,d'alerte fet de réponse face aux risques sanitaires et hydro-météorologiques (sécheresse et inondations) | | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| 1.2.1.Etude de renforcement des infrastructures d'observation, de surveillance et de vigilance climatique 1.2.2 Etude de faisabilité d'un système de veille et d'alerte sanitaire (animal, végétal et humaine) 1.2.3 Etude de faisabilité de systèmes de prévision, de veille et d'alerte aux risques hydro-météorologiques (sécheresse/inondation) 1.2.4 Acquisition et installation des stations et radars météorologiques 1.2.5 Mise en place système de veille sanitaire 1.2.6 Mise en place des systèmes de veille et d'alerte précoce aux risques hydrologiques 1. 2.7 Accompagnement et renforcement des capacités des acteurs locaux | - Réunion avec le comité national (10 mai 010) : présentation des principes de l’activité : système d’alerte avec le consultant international. - Préparation des termes de références, - 3 Ateliers de validation des Tdrs avec le comité national et régional (régions des deux Agences de bassins hydrauliques couvrant les espaces oasiens concernés). - Lancement et évaluation des appels à manifestation d’intérêt, - Lancement et évaluation des appels d’offre  - Préparation du marché - Préparation et signature de la convention entre le projet et la DMN. - Validation de la note méthodologique, - Lancement de l’appel d’offre pour l’achat de 10 Stations météorologique automatiques. - Passation du marché N° 1 SAP /DEPP/ PACC OASIS/2010  - Ordre de service fourni au BET. - Réunion du lancement avec le comité technique de pilotage réalisée le 15 novembre 2010, - Préparation des missions de terrain programmées en janvier-février. | 1.2.2: Le système d'alerte précoce contre les risques hydroclimatiques et sanitaires mis à niveau  1.2.6 Au moins deux sites sont équipés pour l'alerte aux risques hydrométeorologique 1.2.4: 10 stations méteorologiques automatiques mises en place et intégré dans le réseau national 1.2.7: Au moins trois comités provinciaux formés sur les alertes précoces | 1.2.2: Rapport du diagnostic réalisé 1.2.6: Analyses geospatiale des risques réalisée 1.2.4 : Marché attribué, Sites d’implantation projetés 1.2.7: Commence après, mission diagnostic | 1.2.2: Le système d'alerte précoce contre les risques hydro climatiques et sanitaires mis à niveau  1.2.4: 5 stations météorologiques automatiques opérationnelles | 1.2.2: Validation de l’analyse du SAP élaboré. - Cahiers des charges fournis aux ABHs concernées 1.2.4: Réception des 10 stations Climatiques. -Affichage Ecran réalisé au niveau de la DMN |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| R1.3 (Lot 4) : Adaptation des politiques et modes de gestion de l'eau à l'échelle de deux bassins oasiens prioritaires | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| - 1.3.1 Définition d'un système d'aide à la décision en matière de planification des ressources en eau et d'analyse des impacts du CC - 1.3.2 Analyse intégrée des impacts du CC sur les ressources en eau et les usages à l'horizon 2030 - 1.3.3 Définition de stratégies et de plans d'adaptation de la gestion de l'eau - 1.3.4. Etablissement de 2 Contrats de nappe résilients aux effets du CC | Les ABH concernées font référence aux PDAIRE en stade d’actualisation,  Contrats de nappes: prématurés Les prestations seront prises en compte dans l’étude sur l’évaluation de la vulnérabilité et impact des CC (R1.1).  Activité à revoir dans la planification WP2011 |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produit 2 : Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés | | | | | |
| R2.1 (Lot 1) : Les CC sont intégrés à la planification régionale décentralisée | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| - 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux - 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées | A mettre en cohérence avec le R11. |  |  | 2.1.1: au moins 50 personnes formées  2.1.2: au moins 3 plans révisés | 2.1.1 : 26 personnes appartenant à une dizaine d’institutions locales, provinces et Communes, formées sur la gestion des données et l’intégration des risques dans le Planification, - 70 personnes sensibilisées, lors des concertation sur les SAGIE  -120 au niveau des 4 conseils communaux sensibilisés  2.1.2:  -4 PCD révisés en stade d'Edition finale -6 SAGIE en stade de planification  FZ, Tata,Akka,FH, Tamnrt, Tagh, Ifr - Plan de sécurisation des Ressources en eau pour 7 CR de la zone MAIDERs (Prv, Tinghir), EN STADE DE PRESENTATION DES ALTERNATIVES AEP |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| R2.2 (Lot 1) : Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| - 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes '- 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de Développement - 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l’adaptation aux changements climatiques | - Elaboration des Tdrs pour un programme de formation sur la Gestion Intégrée des Ressources en - Recrutement du BET pour la réalisation du programme, - Réunion de concertation : le 4 janvier 2010. - 6 sessions de formation,  - 18 journées d’animation,  - 170 bénéficiaires,  - 6 provinces, une quarantaine de communes. | 2.2.1: 6 ateliers de formation sur la GIRE  - Contrat élaboré pour la généralisation de la formation sur la GIRE  2.2.2: Au moins trois PCD sont renforcés pour l'intégration de l'adaptation au CC | 2.2.1: 4 réalisés 48 communes (Elue (es)) Services techniques 20 AUEA 12 techniciens - Après évaluation du programme en cours   2.2.2TDRs élaborés |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produit 3 : Des mesures de développement adaptées sont mises en œuvre | | | | | |
| R3.1 (Lot 5) : Appui à la mise en œuvre d'actions intégrées d'adaptation dans deux communes oasiennes | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les mal adaptations 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement) 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau. | - Élaboration des Termes de référence pour le projet sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau des deux communes rurales : Fezna (Province d’Errachidia) et Asrir (Province de Guelmim),  - Lancement de l’appel à consultation, recrutement et élaboration du contrat du consultant, - Lancement des travaux de prospection au niveau des deux communes : deux ateliers organisés, formation du comité local du suivi, désignation des points focaux au niveau des deux communes, implication des services techniques provinciaux assurée. - Lancement de la GIRE avec le Conseil Communal d’Asrir et la Province de Guelmim : 11 au 13 octobre 2010 ; - Réalisation des missions de terrain et contacts institutionnels :  - Commune Fezna : du 27 septembre 2010 – 01 octobre 2010 - Commune Asrir : du 8 au 15 novembre 2010 - 10 réunions de mise au point et de suivi avec l’équipe de consultants, - Élaboration du rapport provisoire sur la gestion intégrée des ressources en eau au niveau de la commune rurale de Fezna (cercle d’Erfoud, Province d’Errachidia). - Elaboration du rapport provisoire sur la gestion intégrée des ressources en eau au niveau de la commune rurale d’Asrir (cercle de Guelmim, Province de Guelmim. - Élaboration d’une version provisoire du CPS pour l’assainissement liquide des deux communes. | 1: Le modèle assainissement oasis mis en place 2: Au moins deux projets de recharge de la nappe et de lutte contre les inondations initiés 3: Montage institutionnel et un contrat de réutilisation des eaux épurées réalisés 4: Mise en œuvre d'un plan de lutte contre les incendies au niveau de deux communes à risque 5: Un modèle de projet agricole résilient au CC conçu et mis en œuvre | 1: Réunion de validation technique, APD réalisé et DCE (fin de ce mois) pour la CR Fezna 2: Projet avec ABH Guir-Ziz-Ghéris pour Fezna: AO Étude complémentaire lancé 3: Étude de faisabilité Assainissement réalisée, Trois réunions de concertation AO Arrangement institutionnel pour la REU lancé pour Asrir ABH SMD: AO pour assainissement des douars limitrophes 4: Fiche d’intervention établie  5: Convention ORMVATf, Coopérative Fezna pour le développement agricole  Consultant d’appui recruté Lancement du projet Juillet | 1. Un modèle d’assainissement étudié POT, CR, ONEP, ABH, Provinces, POS 2. Un montage institutionnel et un contrat de réutilisation des eaux épurées réalisés mis en place ABHSMdra, ONEP, DRA, Santé, POS, CR asrir, Wilaya Guelmim 3. Un projet agricole adapté réalisé ORMVATf, POT, CBA, CR Fezna 4. Un projet de recharge artificiel de la nappe élaboré ABHZGR, CR Fezna, POT 5. Un plan de lutte contre les incendies au niveau de deux communes à risque. ABHSMDra, PC, POS, Wilaya Guelmim, CR Asrir 6. Un projet éclairage public solaires et EE/CR Fezna réalisé  CR Fezna, Privé, Province Errachidia, POT | 1. Convention de mise en œuvre et mobilisation des fonds réalisés pour la CR de Fezna, -Étude d’Impact pour le projet CR Asrir,  2. Montage institutionnel REUE STEP ouaaroun finalisé, -Convention validée soumises aux partenaires pour approbation 3. Projet équipement 20ha , 100% réalisé 4. Étude réalisée et validée avec le conseil communal de Fezna. - Marché de réalisation pris en charge par ABH GZG 5. Travaux réalisés à 60% 6. Projet achevé |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produit 4 : Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place | | | | | |
| R4.1 (Lot 3° : Évaluation des coûts de l'adaptation et mise en place de mécanismes de financement | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| 4.1.1 Étude de faisabilité d'un régime d'assurance agricole basée sur les indices de sécheresse - 4.1.2 Évaluation des coûts de l'adaptation dans le secteur de l'eau et identification d'instruments de financement à court, moyen et long terme - 4.1.3 Renforcement du dispositif de lutte contre les effets des inondations, incendie et la sécheresse dans les régions oasiennes - 4.1.4 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux | Activité pas encore entamée  Demande faite au niveau de l’atelier d’évaluation à Dakar : échange de Tdrs, existence d’expériences ?? | 1: Mise en place d’une unité nationale de mise en œuvre du fond d’adaptation  2: Un document de projet soumis pour le fond d’adaptation | 1: Appui à l’accréditation : TDRs disponibles 2: Draft de projet réalisé | 4.1.1 Fonds supplémentaires mobilisés au profit des projets d'adaptation au niveau des projets émanés des PCD  4.1.2 Un document de projet adaptation plus élargie à soumettre au fond d’adaptation | 4.1.1 Le Financement Public Privé : ES & EE Fezna,  Cout global : 767 273 $ US).  Le Financement Public: DGCL -DAT/POT Assainissement Fezna: 1 454 545 $ US MAPM/MEMEE:  global estimé du Projet réutilisation des eaux usées CR Asrir : 848 484 $ US en stade de convention 4.1.2: Version provisoire disponible |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produit 5 : Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées | | | | | |
| R5.1 (Lot 6) Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en œuvre: Education, communication et capitalisation | | | | | |
| **Prévu 2010** | **Réalisation 2010** | **Prévu 2011** | **Réalisation 2011** | **Prévu 2012** | **Réalisation 2012** |
| - Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb - Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur réplication dans d'autres territoires du Maroc - Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de réplication à d'autres territoires du Maroc - Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes - Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce - Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet - Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude - Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis. | Élaboration et diffusion des Tdrs pour le recrutement d’un consultant ou BET pour l’élaboration d’une stratégie de communication,  Recrutement d’un consultant d’appui pour l’élaboration de la stratégie et le plan de communication,  Contact avec l’EHTP pour un cursus universitaire sur le CC/adaptation et organisation d’un séminaire sur l’adaptation au CC/oasis | 1: Une stratégie de communication élaborée 2: Un plan opérationnel pour la Gestion des connaissances 3: Un documentaire sur les modèles d’adaptation au CC dans les milieux oasien 4: Au moins deux cycles de formation sur les CC et adaptation au CC sont initiés 5: Au moins un programme de sensibilisation des écoliers mis en œuvre | 1: Réalisée Les TDrs site Web lancé, CPS préparés 2: Formation sur le Teamworks réalisée 3: TDRs réalisés 4: Projet Master réalisé, FST Errachidia, Convention établie 5: En cours de montage avec AESVT | 5.1.1: Au moins 5 produits d'information  5.1.7: Au moins 2 ateliers de partage Sud-Sud | 5.1.1: 7 documentaires   (audiovisuel)  7 documents de vulgarisation Site Web du AAP www.oasisadaptation.com fonctionnel  5.1.7: Participation du AAP à l’atelier de Gestion des connaissances  -Participation à la conférence de capitalisation des résultats à Dakar |

1. Nous adapterons notre méthodologie au cadre évaluatif du PNUD , notamment le *GUIDE DE LA PLANIFICATION, DU SUIVI ET DE L’ÉVALUATION AXÉS SUR LES RÉSULTATS DU DÉVELOPPEMENT* mis à jour en 2009 [↑](#footnote-ref-1)
2. Séminaire de Lancement du Projet d’Adaptation pour des Oasis Résilientes Rabat, Maroc, 21 Avril 2010 [↑](#footnote-ref-2)
3. Le concept d’adaptation est défini par le Troisième Rapport d’évaluation du GIEC comme "l’ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques ou à leurs effets, afin d’atténuer les effets néfastes ou d’exploiter des opportunités bénéfiques.". Le concept de « l’adaptation sans regret » ainsi que les autres types d’adaptation sont également présentées dans le rapport de Février 2010 « Economie de l’adaptation au changement climatique » et dans la fiche du Ministrère du Développement Durable Français (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/5453_DGEC_Adaptation_changement_climatique_4_p_web.pdf> ) [↑](#footnote-ref-3)
4. Une présentation complémentaire des résultats organisés par les produits du projet se trouve dans la partie [↑](#footnote-ref-4)
5. Lors de nos rencontres avec les acteurs, il n’a pas fait état de situation de « redondance » entre différents programmes ou d’un territoire bénéficiant d’un « cumul » d’actions portées par des agences ONUsiennes. [↑](#footnote-ref-5)